

N° DP 23/1203

DECISION DU PRESIDENT

**DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL
(DSIL) 2024
"MISE EN SECURITE ET CREATION DE MOUILLAGE DANS LE
PORT DE L'AYGAUDE DU LEVANT - HYERES-LES-PALMIERS"
DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'ETAT AU TITRE DE LA
DSIL - PROGRAMMATION 2024**

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L.2334-37 du code général des collectivités territoriales, fixant les modalités de financement par l'Etat au titre de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL),

VU les articles L.181-1 à L.181-32 et R.181-1 à D.181-57 du Code de l'Environnement, relatifs à l'autorisation environnementale,

VU les articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement, relatifs aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration ou autorisation au titre du Code de l'Environnement, et la nomenclature définie à l'article R.214-1,

VU les articles L.123-1 et suivants et R. 123-1 du Code de l'Environnement, relatifs aux dispositions applicables aux enquêtes publiques,

VU l'article L.126-1 du Code de l'Environnement, relatif aux dispositions applicables dans le cadre d'une déclaration de projet,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°19/12/481, en date du 10 décembre 2019, approuvant le bilan de la concertation préalable au projet de mise en sécurité du Port de l'Aiguade du Levant et de création d'une zone de mouillages,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la lettre circulaire de novembre 2023, portant appel à projet au titre de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) 2024 et de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) 2024,

VU le dossier de demande d'autorisation environnementale, comportant les volets autorisation « loi sur l'eau » et dérogation « espèces et habitats protégés », déposé le 8 juillet 2020, pour la mise en sécurité du port de l'Aiguade du Levant et la création d'une zone de mouillages organisés,

VU le dossier de demande d'autorisation environnementale complété, déposé le 27 décembre 2021, pour la mise en sécurité du port de l'Aiguade du Levant,

VU l'avis et la demande de compléments du Préfet du Var, en date du 17 décembre 2020,

VU l'avis favorable du Conseil Scientifique Régional de la Protection de la Nature sur la demande de dérogation pour atteinte aux espèces protégées, rendu le 3 mars 2022,

VU l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 8 juillet 2022,

VU la décision de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Toulon du 20 septembre 2022, désignant Monsieur Pierre MONNET pour assurer la mission de Commissaire Enquêteur,

VU l'arrêté préfectoral n° DDTM/SUAJ/2022/23, portant ouverture et organisation d'une enquête publique au titre des articles R.123-5 et R.181-36 du Code de l'environnement, relative à la demande d'autorisation environnementale pour la mise en sécurité du port de l'Ayguade du Levant, sur la commune de Hyères,

VU le rapport, les conclusions et les avis du Commissaire Enquêteur en date du 4 janvier 2023,

VU l'arrêté préfectoral n° DDTM/SML/BEM/2023-01 du mai 2023 portant autorisation aux titres des articles L.181-1 et suivants du Code de l'Environnement, du projet de mise en sécurité du port de l'Ayguade sur l'île du Levant, commune de Hyères,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée en sa qualité d'autorité portuaire à la gestion des ports, des quais et des terre-pleins en application de la convention Etat-MTPM du 25/11/2016,

CONSIDERANT que le port de l'Ayguade du Levant, situé au pied du village d'Héliopolis, est le seul port civil de l'île permettant la liaison avec le continent et donc la continuité territoriale,

CONSIDERANT que le port de l'Ayguade du Levant est exposé aux houles d'Ouest à Sud-Ouest, qui rendent l'accostage impossible lors des tempêtes, isolant le village d'Héliopolis du continent dans ces conditions,

CONSIDERANT que l'épave du Benzène, initialement positionnée à l'extrémité de la digue pour protéger le port des houles d'Ouest à Sud-Ouest, n'existe pratiquement plus,

CONSIDERANT que la digue elle-même, complètement affaissée ne remplit plus son rôle,

CONSIDERANT que, dans l'état actuel de ses ouvrages portuaires, le port de l'Ayguade sur l'île du Levant ne permet plus l'accueil en toute sécurité des usagers,

CONSIDERANT l'obligation pour la Métropole d'assurer la continuité territoriale entre le continent et l'île du Levant,

CONSIDERANT que le projet vise à mettre en sécurité le plan d'eau au regard de l'exposition aux houles et des difficultés d'accès du site,

CONSIDERANT que l'opération dite « Mise en sécurité et création de mouillages dans le Port de l'Aiguade du Levant - Hyères-les-palmiers », répond aux critères cumulatifs fixés dans le cadre de la gestion de la dotation de soutien à l'investissement local « Mise aux normes et sécurisation des équipements publics » et « Développement d'infrastructures en faveur de la mobilité »,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée entend solliciter le soutien financier de l'Etat au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local 2024 à hauteur de 2 142 000 €, soit 50 % du coût total de l'opération,

CONSIDERANT que le plan de financement de l'opération s'appuie sur le partenariat suivant, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur à hauteur de 29,98 %, l'Etat à hauteur de 50,00 % et que le coût total de l'opération est estimé à 4 284 000 € HT, à savoir :

Partenaires	% de participation	Montant de l'aide
Etat DSIL 2024	50,00 %	2 142 000 €
Région Provence Alpes Côte d'Azur	29,98 %	1 284 488 €
Métropole Toulon Provence Méditerranée (autofinancement)	20,02 %	857 512 €
Total	100 %	4 284 000 €

DECIDE

ARTICLE 1

DE SOLLICITER une subvention auprès l'Etat au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local 2024 selon le plan de financement de l'opération, tel que visé dans le tableau récapitulatif ci-dessus, mentionnant son coût, la participation l'Etat, de la Région Sud et l'autofinancement du maître d'ouvrage.

ARTICLE 2

DE SIGNER tout document nécessaire, relatif à cette opération et ce financement.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires aux travaux sont inscrits au budget annexe Ports métropolitains 2024 (et suivant) – opération 35000, articles 2031 et 2315.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **15 DEC. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10